AIDE A L'ECRITURE, AU DEVELOPPEMENT, ET A LA PRODUCTION D'ŒUVRES RELEVANT DU CINEMA DE GENRE

Délibérations N° 16SP-2771 du 18 novembre 2016, modifiée par les délibérations N°19CP-2366 du 22 novembre 2019, N° 20CP-1318 du 27 novembre 2020, N° 23CP-227 du 26 mai 2023 et vu la délibération N° 23CP-1860 du 17 novembre 2023, modifiée par délibération N°24CP-1137 du 21 juin 2024, N°25CP-381 du 28 février 2025.
Direction : Culture, Patrimoine et Mémoire

Le présent dispositif est applicable sous réserve qu'il ne fasse pas obstacle à l'application du droit européen et du droit national.

► OBJECTIF

La Région Grand Est met en place un dispositif spécifique annuel pour les œuvres relevant du cinéma de genre en fiction et prise de vue réelle, dans l'objectif de renforcer l'écosystème régional des tournages et de la postproduction, son vivier de techniciens et comédiens, ses talents créatifs et ses ressources. Une attention particulière sera portée aux projets intégrant les dimensions économiques, sociales, environnementales du développement durable dans leurs objectifs, publics cibles, thématiques ou mode opératoire.

Elle s'appuie pour ce faire sur les constats de :

- la présence de **plusieurs festivals de renommée nationale et internationale sur son territoire** (Festival Fantastique de Gérardmer, Festival Reims Polar, Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg, Festival War On Screen à Châlons-en-Champagne) ;
- de **nombreux opérateurs aguerris en effets spéciaux** (tournage et VFX), en création musicale, en postproduction image et son et **un potentiel important de décors naturels et de tournage en studios** ;
- une **nécessité de pouvoir attirer en salle des publics jeunes** (12-35 ans) avec des œuvres à fort potentiel de visibilité, notamment internationale.

Ces aides se déclineront tout au long du parcours des œuvres : écriture, développement et production.

Elles concerneront les champs couverts par les Festivals du territoire, pour optimiser la visibilité ultérieure de ces œuvres. Les bénéficiaires de ces soutiens s'engagent à participer à la valorisation de l'accompagnement régional sur le territoire du Grand Est et au niveau national ou transfrontalier.

Sont concernés : le fantastique, la science-fiction, l'anticipation, l'horreur, le polar et le thriller ainsi que les films traitant des conflits, sous réserve que les œuvres envisagées ne soient pas potentiellement interdites aux moins de 16 ans en salle.

ECRITURE D'ŒUVRES DE CINEMA DE GENRE

► BENEFCIAIRE

- Le bénéficiaire de l'aide doit être l'auteur principal du projet. En cas d'accompagnement de l'auteur par une société de production, le déposant devra joindre le contrat d'option ou de cession de droits d'auteur à l'appui de sa demande. Dans le cas de co-écriture, le bénéficiaire régional devra être désigné lors de la demande, accompagné d'une attestation de répartition de la subvention potentielle entre les co-auteurs.
- L'auteur doit avoir la nationalité française ou la nationalité ou la qualité de résident d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à la convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe ou d'un Etat tiers européen avec lequel la Communauté européenne a conclu des accords ayant trait au secteur audiovisuel.

► PROJETS/ACTIONS ELIGIBLES

Tout projet de scénario ou traitement d'œuvre unitaire ou série (fiction prise de vue réelle) ayant un lien affirmé avec la région Grand Est à destination de la salle de cinéma ou d'une diffusion hertzienne ou plateforme audiovisuelle :

- Court ou long métrage cinéma ;
- Œuvre audiovisuelle (unitaire ou série audiovisuelle) ;

Sont exclus : les contenus pornographiques ou incitant à la violence ou au racisme ; tout projet ayant déjà bénéficié d'un soutien préalable de la Région Grand Est.

Forme du dépôt a minima :

- Court métrage et long métrage : continuité dialoguée.
- Fiction unitaire : traitement entre 10 et 20 pages.
- Fiction série : pré-bible (avec traitement du pilote, résumé des épisodes et a minima arche narrative de saison, description des personnages).

Les projets déposés devront respecter plusieurs critères cumulatifs:

CONCERNANT L'AUTEUR :

○ l'auteur possède une adresse fiscale dans le Grand Est OU l'auteur a un parcours artistique professionnel notable dans le Grand Est (*).

OU

CONCERNANT LA SOCIETE DE PRODUCTION QUI ACCOMPAGNE L'AUTEUR :

○ La société de production déléguée (qui accompagne l'auteur qui dépose) possède une adresse fiscale dans le Grand Est OU la société de production déléguée (qui accompagne l'auteur qui dépose) a un parcours artistique professionnel notable dans le Grand Est (*).

() un de ses projets récents a déjà été soutenu/accompagné en écriture, développement, production ou accueilli en résidence Grand Est, et s'est tourné/fabriqué en Grand Est.*

CONCERNANT LE PROJET :

Le tournage envisagé du futur projet sera possible en Grand Est ET une part significative de la fabrication de l'œuvre (activité de production, tournage, postproduction) devra pouvoir être effectuée en Grand Est.

Le plan de financement indiquera l'intégralité des soutiens affectés à l'écriture de l'œuvre, en distinguant apports en numéraire et en industrie. Le budget d'écriture de l'œuvre devra comporter une part significative de dépenses dans le Grand Est (cf. dépenses éligibles).

L'auteur bénéficiaire d'une subvention régionale devra par ailleurs s'engager à favoriser le partage d'expérience et la promotion du film dans le Grand Est par des rencontres avec des classes de lycéens ou d'apprentis et un accompagnement des projections.

Un auteur ou un producteur délégué ne pourra pas déposer plus de 2 projets au titre du volet « écriture » de cet appel à projets.

► DEPENSES ELIGIBLES

Le montant de l'aide régionale sera réparti de la manière suivante : une part forfaitaire relative à la valorisation du travail d'écriture du projet plafonnée à maximum 70% du budget total d'écriture, et une part liée aux dépenses éligibles effectuées en région Grand Est.

L'aide aura vocation à :

- permettre au réalisateur de poursuivre son travail d'écriture au plus proche des décors de son futur tournage et rencontrer les talents et prestataires régionaux avec lesquels il a prévu de collaborer (frais de transport, d'hébergement, de restauration) ;
- participer à toutes formations, résidences, rencontres professionnelles et consultations extérieures payantes liées à son projet d'écriture : scriptdoctor, scénariste, traducteur, storyboarder, non aidées par ailleurs par la Région Grand Est (frais d'inscription, de transport, d'hébergement, de restauration) ;
- achats - dans une proportion correspondant à la réalité du projet d'écriture - de consommables et de supports d'enregistrement : pellicule photos, supports vidéos, cartes mémoire, CD-DVD-Rom, fournitures informatiques.

L'aide n'a pas vocation à couvrir les investissements en matériel informatique (ordinateur, imprimante, etc.) ou de tournage (achat de caméra, pied, micro, etc.) et toutes rémunérations concernant le producteur.

L'auteur devra s'engager à un montant de dépenses dans le Grand Est égal à 100% de l'aide régionale sollicitée ou votée.

► METHODE DE SELECTION

Le Comité de lecture dédié n'étudie que les dossiers complets et émet un avis en fonction des critères de sélection. Tout rejet est définitif. Le Comité peut toutefois proposer l'ajournement d'une demande pour permettre à l'auteur de préciser un aspect du dossier. Cette possibilité est non renouvelable.

L'avis du Comité Consultatif fondera son appréciation sur les critères suivants :

- la qualité artistique globale scénario ou sujet, synopsis, traitement, dialogues, point de vue...
- l'ancrage régional : auteur - entreprise de production - scénario ou sujet - décors - casting ou personnages ; collaborations artistiques et techniques envisagées en Grand Est...
- l'avancement ou la faisabilité économique future du projet, ainsi que sa capacité à fédérer un public jeune : les confirmations de soutien et d'accompagnement, la pertinence du type de diffusion et/ou de distribution souhaitée...
- une attention devra être portée aux critères d'écoresponsabilité suivants :
 - gestion des mobilités, des achats et des déchets
 - écoconception, réemploi, recyclage.

Un ordre de priorité sera proposé par le Comité.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

Nature :	<i>subvention</i>
Section :	<i>fonctionnement</i>
Plafond court-métrage	3 500 €
Plafond long-métrage ou série	5 000€

Remarque :

Les aides à la pré-production peuvent atteindre jusqu'à 100% des coûts d'écriture et de développement. Pour mémoire, lorsque le projet entre en production, ces montants doivent être pris en compte pour le calcul de l'intensité d'aide publique à la production (50% du coût définitif de l'œuvre, et 60% à 80% pour les œuvres « difficiles » ou « à petit budget » ou dans le cas d'œuvres en coproduction européenne de pays frontaliers de la région, tels que définis par le Centre National du Cinéma et de l'image animée).

► MODALITES DE DEMANDE D'AIDE

1 appel à projets annuel : 15 mars

L'appel à projet sera accompagné d'une notice de constitution du dossier-type « écriture », consultable sur le Guide des Aides en ligne sur le site de la Région Grand Est : <https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/dispositifs-cinema-audiovisuel/>

Tous les documents sollicités devront être transmis avant la date limite de dépôt par voie électronique à l'adresse : cinema.audiovisuel@grandest.fr

L'ensemble de la procédure de dépôt de dossier, dossier administratif et dossier projet, ainsi que de sollicitation des versements de la subvention régionale octroyée **est dématérialisée**.
L'intégralité du dossier et des documents requis seront présentés **en langue française**.

La demande doit comporter les éléments suivants :

- Une **lettre d'intention adressée au Président**, justifiant de la demande de soutien ;
- le **nom et les coordonnées complètes du/des auteur(s)** et, le cas échéant, celle du/des (co)producteur(s) délégué(s) accompagnant le projet ;
- le **titre, le format, le genre, la durée** ;
- un **argumentaire précisant l'intérêt d'un soutien régional** en faveur de ce projet ;
- le **montant de subvention** sollicitée ;
- le **budget d'écriture** de l'œuvre.

Elle doit être accompagnée des pièces requises : dossier lecteurs, budget et devis types, dossier administratif. Les frais éligibles ne pourront être considérés qu'à partir de la date de dépôt de la demande.

L'instruction ne débute que si le dossier est complet et déposé à la date limite de l'appel à projet.

Le **Comité de lecture Consultatif** dédié n'étudie que les dossiers complets et émet un avis en fonction des critères de sélection. Tout rejet est définitif. Le Comité peut toutefois proposer l'ajournement d'une demande pour permettre au producteur de préciser un aspect du dossier. Cette possibilité est non renouvelable.

► ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les modalités détaillées de l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans le dossier de demande d'aide à compléter selon la forme requise. A défaut, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région Grand Est dans tout support de communication. Après le vote de la subvention régionale, une convention bilatérale (valable une année à partir de la date de la notification de la convention et jusqu'au rendu des comptes définitifs), à retourner signée dans un délai de 3 mois, établira les engagements de l'auteur bénéficiaire.

► MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement de la subvention attribuée, le cas échéant, par le Conseil régional seront précisées dans la délibération attributive de l'aide.

► MODALITES DE REMBOURSEMENT DE L'AIDE EN CAS DE REALISATION PARTIELLE OU DE NON REALISATION

A l'échéance de la convention, la non transmission des pièces exigées ou la non-conformité de l'utilisation de la subvention régionale empêcheront tout nouveau dépôt de demande de soutien auprès de la Région Grand Est et enclencheront une demande de reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé.

A l'analyse des bilans et évaluations, l'insuffisance des résultats attendus et en particulier le montant exigé des dépenses en région pourront amener à une proratisation de tout ou partie de la subvention régionale, voire au reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé, en fonction de la réalisation du projet.

► SUIVI - CONTROLE

L'utilisation de l'aide octroyée fera l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

Les bénéficiaires seront tenus de transmettre, dans les meilleurs délais et au plus tard au rendu de la fiche d'évaluation, les DVD/Blue Ray sous jaquette de l'œuvre achevée, les comptes définitifs de l'œuvre et un état récapitulatif détaillé des dépenses effectuées en région Grand Est.

S'agissant des productions d'œuvres de long métrage, les comptes définitifs de l'œuvre seront certifiés par un expert-comptable ou commissaire aux comptes. L'autorisation de versement du solde de la subvention ne sera accordée que pour les dossiers d'évaluation retournés complets.

► RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Régime exempté prolongé SA.111616 relatif au fonds de soutien à l'écriture, au développement et à la production cinématographique, audiovisuel, nouveaux médias et animation pour la Région Grand Est, le règlement relatif au règlement de *minimis*, ou tout autre régime applicable le cas échéant.

► DISPOSITIONS GENERALES

- L'octroi d'une aide régionale (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis,
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, le Conseil Régional conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet,
- Il est rappelé que l'attribution d'une subvention ne saurait constituer un droit pour les personnes quand bien même elles rempliraient les conditions légales pour l'obtenir, le Conseil Régional conservant un pouvoir d'appréciation.
- L'aide régionale ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution, sous réserve du respect par ce dernier des conditions mises à son octroi.

DEVELOPPEMENT D'ŒUVRES DE CINEMA ET D'AUDIOVISUEL

DE GENRE

► BENEFCIAIRE

L'entreprise de production (co)délégée doit être

- établie en France ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Economique Européen (Islande, Lichtenstein et Norvège).
- disposer d'un code APE de production de films cinématographiques et/ou de vidéo et de programmes de télévision et se trouver en situation financière saine et en règle au regard de ses obligations réglementaires, fiscales et sociales.
- Producteur ou coproducteur délégué de l'œuvre, il doit pouvoir obtenir l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC (longs métrages) ou l'aide du compte de soutien du CNC (COSIP ou WebCOSIP) ou être la société de production déléguée mentionnée dans l'accord de pré-achat signé avec le diffuseur audiovisuel établi en France ou d'achat de droit de mise à la disposition du public de l'œuvre, signé avec l'éditeur de services à la demande.

► PROJETS ELIGIBLES

Tout projet de scénario (fiction prise de vue réelle) de **LONG METRAGE CINEMA** ayant un lien affirmé avec la région Grand Est à destination d'une distribution en salle de cinéma.

Sont exclus : les contenus pornographiques ou incitant à la violence ou au racisme ; tout projet ayant déjà bénéficié d'un soutien préalable de la Région Grand Est.

Les projets déposés devront respecter plusieurs critères cumulatifs :

LA SOCIETE DE PRODUCTION (CO)DELEGUEE QUI DEPOSE possède une adresse fiscale dans le Grand Est OU elle a un parcours artistique professionnel notable dans le Grand Est (*).

ET

L'AUTEUR ou LE REALISATEUR possède une adresse fiscale dans le Grand Est OU a un parcours artistique professionnel notable dans le Grand Est (*) ;

() un de ses projets récents a déjà soutenu/accompagné en écriture, développement, production ou accueil en résidence Grand Est, et s'est tourné/fabriqué en Grand Est.*

CONCERNANT LE PROJET :

Le tournage envisagé sera possible significativement en Grand Est et mobilisera le plus largement possible les ressources et talents de l'ensemble du territoire, et en intégrant un recours conséquent aux techniciens comédiens et prestataires établis en Grand Est.

- **Le plan de financement indiquera l'intégralité des soutiens affectés à l'écriture et au développement** de l'œuvre, en distinguant apports en numéraire et en industrie, montants confirmés ou en attente (et date de réponse escomptée).

- L'auteur(s) et réalisateur bénéficiaires d'une subvention régionale via son producteur délégué devra par ailleurs **s'engager à favoriser le partage d'expérience et la promotion du film dans le Grand Est par des rencontres avec des classes de lycéens ou d'apprentis et un accompagnement des projections.**

- Un auteur, un réalisateur ou un (co)producteur **délégué ne pourra pas déposer plus de 2 projets au titre du volet « développement » de cet appel à projets.**

► DEPENSES ELIGIBLES

Dans tous les cas, le budget de développement de l'œuvre devra comporter une part significative de dépenses dans le Grand Est, directement liées au développement du projet pour permettre son amélioration et la mobilisation de coproducteurs, de diffuseurs ou distributeurs au niveau régional, national ou international (participer à toutes formations, résidences, rencontres professionnelles et consultations extérieures payantes liées à son projet : script doctor, scénariste, traducteur, storyboarder, non aidées par ailleurs par la Région Grand Est (frais d'inscription, de transport, d'hébergement, de restauration)).

L'aide pourra financer le recours à un repéreur, ayant une adresse fiscale établie en Grand Est. Elle aura notamment vocation à couvrir une partie des frais directement liés au travail de réécriture (hébergement, restauration et déplacements) sous forme d'un ou plusieurs séjours en immersion sur le territoire de la région Grand Est.

Pour la fabrication et la post-production d'un teaser ou d'une bande de démonstration, seront pris en compte les frais Grand Est liés à la location de moyens techniques, de studios, de création, ... et les rémunérations et charges sociales des auteurs, réalisateurs, compositeurs, interprètes de bande originale, techniciens, comédiens, figurants, bénéficiant d'une adresse fiscale sur le territoire.

Lorsque la société est établie en région : 50% des droits d'auteur, 50% des rémunérations et charges sociales des producteurs et des équipes de production et 50% des frais généraux peuvent être inclus dans la dépense éligible, dans la limite de 50% du montant total des dépenses en Région, pour un montant plafonné à 10 000€.

L'aide n'a pas vocation à couvrir les investissements en matériel informatique (ordinateur, imprimante, etc.) ou de tournage (achat de caméra, pied, micro, etc.) et toutes rémunérations concernant le producteur. Seuls les frais liés à des investissements en logiciels spécifiques et sur justification précise pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide et limités à 50% de leur valeur d'acquisition.

La production bénéficiaire de l'aide devra s'engager à un montant de dépenses dans le Grand Est égal à 100% de l'aide régionale sollicitée ou votée.

► METHODE DE SELECTION

Le Comité de lecture dédié n'étudie que les dossiers complets et émet un avis en fonction des critères de sélection. Tout rejet est définitif. Le Comité peut toutefois proposer l'ajournement d'une demande pour permettre à l'auteur de préciser un aspect du dossier. Cette possibilité est non renouvelable.

L'avis du Comité Consultatif fondera son appréciation sur les critères suivants :

- **la qualité artistique globale scénario** ou sujet, synopsis, traitement, dialogues, point de vue, ... ;
- **l'ancrage régional** : auteur - entreprise de production - scénario ou sujet - décors - casting ou personnages ; collaborations artistiques et techniques envisagées en Grand Est, ...
- **l'avancement ou la faisabilité économique future du projet**, ainsi que sa capacité à fédérer un public jeune : les confirmations de soutien et d'accompagnement, la pertinence du type de diffusion et/ou de distribution souhaitée,
- une attention devra être portée aux critères d'écoresponsabilité suivants :
 - gestion des mobilités, des achats et des déchets
 - écoconception, réemploi, recyclage.

Un ordre de priorité sera proposé par le Comité.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

Nature : *subvention*
Section : *investissement*

Plafond : **20 000€**

Remarque :

Les aides à la pré-production peuvent atteindre jusqu'à 100% des coûts d'écriture et de développement. Pour mémoire, lorsque le projet entre en production, ces montants doivent être pris en compte pour le calcul de l'intensité d'aide publique à la production (50% du coût définitif de l'œuvre, et 60% à 80% pour les œuvres « difficiles » ou « à petit budget » ou dans le cas d'œuvres en coproduction européenne de pays frontaliers de la région, tels que définis par le Centre National du Cinéma et de l'image animée).

► MODALITES DE DEMANDE D'AIDE

1 appel à projets annuel : 15 mars

L'appel à projet sera accompagné d'une notice de constitution du dossier-type, consultable sur le Guide des Aides en ligne sur le site de la Région Grand Est : <https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/dispositifs-cinema-audiovisuel/>

Tous les documents sollicités devront être transmis avant la date limite de dépôt par voie électronique à l'adresse : cinema.audiovisuel@grandest.fr

L'ensemble de la procédure de dépôt de dossier, dossier administratif et dossier projet, ainsi que de sollicitation des versements de la subvention régionale octroyée **est dématérialisée**.
L'intégralité du dossier et des documents requis seront présentés **en langue française**.

La demande doit comporter les éléments suivants :

- Une **lettre d'intention adressée au Président**, justifiant de la demande de soutien ;
- le **nom et les coordonnées complètes du/des auteur(s)** e
- le **nom** du/des (co)producteur(s) délégué(s) accompagnant le projet ;
- le **titre, le format, le genre, la durée**, le cas échéant le(s) réalisateur(s) de l'œuvre pour laquelle un soutien est sollicité ;
- un **argumentaire précisant l'intérêt d'un soutien régional** en faveur de ce projet ;
- le **montant de subvention** sollicitée ;
- le **budget de développement** de l'œuvre.

L'instruction ne débute que si le dossier est complet et déposé à la date limite de l'appel à projet.

Elle doit être accompagnée des pièces requises : dossier lecteurs, budget et devis types, dossier administratif. Les frais éligibles ne pourront être considérés qu'à partir de la date de dépôt de la demande.

► ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les modalités détaillées de l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans le dossier de demande d'aide à compléter selon la forme requise. A défaut, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région Grand Est dans tout support de communication. Après le vote de la subvention régionale, une convention bilatérale (valable une année à partir de la date de la notification de la convention et jusqu'au rendu des comptes définitifs), à retourner signée dans un délai de 3 mois, établira les engagements de l'auteur bénéficiaire.

► MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement de la subvention attribuée, le cas échéant, par le Conseil régional seront précisées dans la délibération ou dans la convention attributive de l'aide.

► MODALITES DE REMBOURSEMENT DE L'AIDE EN CAS DE REALISATION PARTIELLE OU DE NON REALISATION

A l'échéance de la convention, la non transmission des pièces exigées ou la non-conformité de l'utilisation de la subvention régionale empêcheront tout nouveau dépôt de demande de soutien auprès de la Région Grand Est et enclencheront une demande de reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé.

A l'analyse des bilans et évaluations, l'insuffisance des résultats attendus et en particulier le montant exigé des dépenses en région pourront amener à une proratisation de tout ou partie de la subvention régionale, voire au reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé, en fonction de la réalisation du projet.

► SUIVI - CONTROLE

L'utilisation de l'aide octroyée fera l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

Les bénéficiaires seront tenus de transmettre, dans les meilleurs délais et au plus tard au rendu de la fiche d'évaluation, les DVD/Blue Ray sous jaquette de l'œuvre achevée, les comptes définitifs de l'œuvre et un état récapitulatif détaillé des dépenses effectuées en région Grand Est.

S'agissant des productions d'œuvres de long métrage, les comptes définitifs de l'œuvre seront certifiés par un expert-comptable ou commissaire aux comptes. L'autorisation de versement du solde de la subvention ne sera accordée que pour les dossiers d'évaluation retournés complets.

► RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Régime exempté prolongé SA.111616 relatif au fonds de soutien à l'écriture, au développement et à la production cinématographique, audiovisuel, nouveaux médias et animation pour la Région Grand Est, le règlement relatif au règlement de *minimis*, ou tout autre régime applicable le cas échéant.

► DISPOSITIONS GENERALES

- L'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet,
- L'octroi d'une aide régionale (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis,
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, le Conseil Régional conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet,
- Il est rappelé que l'attribution d'une subvention ne saurait constituer un droit pour les personnes quand bien même elles rempliraient les conditions légales pour l'obtenir, le Conseil Régional conservant un pouvoir d'appréciation.
- L'aide régionale ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution, sous réserve du respect par ce dernier des conditions mises à son octroi.

PRODUCTION D'OEUVRES DE CINEMA DE GENRE

► BENEFICIAIRE

L'entreprise de production (co)déléguee doit être

- établie en France ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Economique Européen (Islande, Lichtenstein et Norvège).
- disposer d'un code APE de production de films cinématographiques et/ou de vidéo et de programmes de télévision et se trouver en situation financière saine et en règle au regard de ses obligations réglementaires, fiscales et sociales.
- Producteur ou coproducteur délégué de l'œuvre, il doit pouvoir obtenir l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC (longs métrages) ou l'aide du compte de soutien du CNC (COSIP ou WebCOSIP) ou être la société de production déléguée mentionnée dans l'accord de pré-achat signé avec le diffuseur audiovisuel établi en France ou d'achat de droit de mise à la disposition du public de l'œuvre, signé avec l'éditeur de services à la demande.

► PROJETS ELIGIBLES

Tout projet de fiction en prise de vue réelle de :

A. COURT METRAGE CINEMA

B. LONG METRAGE CINEMA

ayant un lien affirmé avec la région Grand Est à destination d'une distribution en salle de cinéma ou d'une diffusion audiovisuelle.

Sont exclus : les contenus pornographiques ou incitant à la violence ou au racisme ; tout projet ayant déjà bénéficié d'un soutien préalable de la Région Grand Est.

Les projets déposés devront respecter plusieurs critères et présenter un lien culturel évident avec la région.

A. COURT METRAGE CINEMA FICTION PRISE DE VUES REELLES

TROIS CONDITIONS PARMI LES CINQ suivantes sont exigées :

- **AUTEUR** ou **REALISATEUR** ayant un lien fort avec le Grand-Est (adresse fiscale, formation cinéma, résidence d'écriture, obtention d'une aide à l'écriture de la Région) ;
- **PRODUCTEUR DELEGUE ETABLI en Grand Est**;
- **Tournage significatif** de l'œuvre en Grand Est ;
- **Recours significatifs à des sociétés de post-production** implantées en Grand Est ;
- **Premier film professionnel** du réalisateur.

B. LONG METRAGE CINEMA FICTION PRISE DE VUES REELLES

Une part significative de la fabrication de l'œuvre (activité de production, tournage, postproduction) devra être effectuée en Grand Est : en mobilisant le plus largement possible les ressources et talents de l'ensemble du territoire, et en intégrant un recours conséquent aux techniciens comédiens et prestataires établis en Grand Est.

Le projet répondra par ailleurs obligatoirement à 2 des critères complémentaires ;

- le projet mobilisera de façon significative les prestataires d'effets spéciaux et effets visuels numériques du Grand Est ;
- la composition et l'enregistrement de la musique originale s'effectuera en Grand Est ;
- la postproduction Image s'effectuera de manière significative dans un studio du Grand Est, avec a minima l'étape d'étalonnage ;
- la postproduction Son s'effectuera de manière significative dans un studio du Grand Est, avec a minima les étapes de bruitage ou de mixage sonore ;

Le soutien est mobilisable quelle que soit la langue de tournage ou de réalisation, à condition que le producteur prévoit une version doublée ou sous-titrée au moment de l'exploitation en France. Si cette version n'est pas prise en charge par le diffuseur français, le producteur s'engage à l'inclure dans le devis de réalisation du film.

CONCERNANT LA CONSTITUTION DU PROJET :

- **Le plan de financement indiquera l'intégralité des soutiens affectés** à l'écriture et au développement de l'œuvre, en distinguant apports en numéraire et en industrie, montants confirmés ou en attente (et date de réponse escomptée).
- L'auteur et/ou le réalisateur bénéficiaire d'une subvention régionale au titre de la production via son producteur délégué devra par ailleurs **s'engager à favoriser le partage d'expérience et la promotion du film dans le Grand Est** par des rencontres avec des classes de lycéens ou d'apprentis et un accompagnement des projections.
- Le réalisateur sera sensibilisé à **la nécessité de favoriser toutes embauches de personnels ayant une adresse établie en Grand Est** et de mettre en œuvre toutes démarches favorisant une **écoresponsabilité de ce tournage**.
- Un (co)auteur, un (co)réalisateur ou un (co)producteur délégué **ne pourra pas déposer plus de 2 projets au titre du volet « production »** de cet appel à projets.

Le producteur ou coproducteur délégué devra s'engager à un montant de dépenses en Grand Est, hors imprévus égal à :

- **100% de l'aide régionale** votée pour le **court-métrage**,
- **160% de l'aide régionale** votée pour le **long-métrage**.

Le montant des dépenses prévisionnelles de développement ou de production en région devra, le cas échéant, être au moins égal à l'addition des subventions sollicitées auprès des collectivités de ce territoire.

Un producteur ne pourra pas déposer plus de 2 projets par dispositif et par appel à projets.

► DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses en région Grand Est devront se répartir entre :

- **emploi** : les rémunérations et les charges sociales des auteurs, réalisateurs, compositeurs et interprètes de bande originale, techniciens, comédiens, figurants bénéficiant d'une adresse fiscale en région Grand Est et/ou rémunération et charges sociales des producteurs et équipes de production lorsque la société est établie en région Grand Est ;
- **prestation** : les frais de fabrication, d'animation, postproduction, location de décors, costumes ;
- **matériel image et son**, ... facturés par des sociétés établies en région Grand Est ;
- **logistique** : frais de déplacements, d'hébergement, de restauration réalisés en région Grand Est.

► METHODE DE SELECTION

Le Comité de lecture dédié n'étudie que les dossiers complets et émet un avis en fonction des critères de sélection. Tout rejet est définitif. Le Comité peut toutefois proposer l'ajournement d'une demande pour permettre à l'auteur de préciser un aspect du dossier. Cette possibilité est non renouvelable.

L'avis du Comité Consultatif fondera son appréciation sur les critères suivants :

- **la qualité artistique globale** : auteur, réalisateur, société de production, scénario ou sujet, traitement, dialogues, point de vue, corrélation œuvre / public visé (en particulier public jeune), casting, personnages, ... ,
- **la faisabilité financière et technique** : les confirmations de soutiens et de coproductions préalables pertinence de la distribution, des ventes internationales, des festivals pressentis, antériorité et qualité des collaborations entre les différents acteurs de la chaîne de fabrication de l'œuvre,

- **l'impact régional** : montant total des retombées économiques escomptées, nombre, durée et qualité des embauches (notamment chefs de postes), mobilisation des ressources et prestataires régionaux, qualité et diversité des collaborations en région et sur tout son territoire, valorisation du territoire régional en tant que terre de tournage ou de production, émergence d'une filière régionale autour du cinéma de genre,
- **la visibilité escomptée de l'œuvre en région** : plan de diffusion et accompagnement de la circulation du film en région, engagement à favoriser la promotion du film en région par un accompagnement des projections ou des rencontres entre membres de l'équipe artistique et technique et des classes de lycéens et d'apprentis, développement d'un volet pédagogique volontariste d'accueil d'exploitants ou de jeunes sur le tournage, en lien avec les Pôles régionaux d'éducation aux images du Grand Est...
- **une attention devra être portée aux critères d'écoresponsabilité.**

Un ordre de priorité sera proposé par le Comité.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

Nature :	<i>subvention</i>
Section :	<i>investissement</i>
Plafond court-métrage	40 000 €
Plafond long-métrage :	260 000€

Remarque :

Les aides à la pré-production peuvent atteindre jusqu'à 100% des coûts d'écriture et de développement. Pour mémoire, lorsque le projet entre en production, ces montants doivent être pris en compte pour le calcul de l'intensité d'aide publique à la production (50% du coût définitif de l'œuvre, et 60% à 80% pour les œuvres « difficiles » ou « à petit budget » ou dans le cas d'œuvres en coproduction européenne de pays frontaliers de la région, tels que définis par le Centre National du Cinéma et de l'image animée).

► MODALITES DE DEMANDE D'AIDE

1 appel à projets annuel : 15 mars

L'appel à projet sera accompagné d'une notice de constitution du dossier-type « production cinéma de genre », consultable sur le Guide des Aides en ligne sur le site de la Région Grand Est :

<https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/dispositifs-cinema-audiovisuel/>

Tous les documents sollicités devront être transmis avant la date limite de dépôt par voie électronique à l'adresse : cinema.audiovisuel@grandest.fr

L'ensemble de la procédure de dépôt de dossier, dossier administratif et dossier projet, ainsi que de sollicitation des versements de la subvention régionale octroyée **est dématérialisée**.

L'intégralité du dossier et des documents requis seront présentés en langue française.

Une attention particulière sera portée par le Comité aux dépenses structurantes pour la filière régionale (nombre et qualification des techniciens dont chefs de postes, nombre de stagiaires, qualité des collaborations artistiques - création musicale, recours aux effets spéciaux - ou de postproduction).

Les dépenses directement liées à de la postproduction seront intégrées à l'assiette des dépenses éligibles dans un plafond de 50% maximum des dépenses totales (derushage, montage, mastering - DCP -PAD, fabrication du générique, montage bande-annonce).

Le (co)producteur délégué devra s'engager à un montant de dépenses dans le Grand Est égal à 160% de l'aide régionale sollicitée ou votée. En cas de soutien complémentaire d'une/de Collectivité(s) du territoire, le montant des dépenses dans le Grand Est ne saurait être inférieur à 100% de ces subventions additionnées.

► ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les modalités détaillées de l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans le dossier de demande d'aide à compléter selon la forme requise. A défaut, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région Grand Est dans tout support de communication. Après le vote de la subvention régionale, une convention bilatérale (valable trois années à partir de la date de la notification de la convention et jusqu'au rendu des comptes définitifs), à retourner signée dans un délai de 3 mois, établira les engagements de la société de production.

Dans une **démarche écoresponsable** le bénéficiaire s'engage à fournir au moment du dépôt un **bilan carbone prévisionnel accompagné d'une note d'intention spécifique sur les actions responsables à mener** sur le projet en lien avec la matrice téléchargeable des propositions d'actions.

A l'issue du tournage et au moment de la sortie du film, le bénéficiaire s'engage à fournir un **bilan carbone définitif accompagné d'une note qualitative sur les actions menées et les éventuelles limites rencontrées**.

Le cas échéant le bénéficiaire s'engage à fournir à la Région le nom et le contact de la personne référente au développement durable sur le projet.

► MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement de la subvention attribuée, le cas échéant, par le Conseil régional seront précisées dans la délibération ou dans la convention attributive de l'aide.

► MODALITES DE REMBOURSEMENT DE L'AIDE EN CAS DE REALISATION PARTIELLE OU DE NON REALISATION

A l'échéance de la convention, la non transmission des pièces exigées ou la non-conformité de l'utilisation de la subvention régionale empêchera tout nouveau dépôt de demande de soutien auprès de la Région Grand Est et enclenchera une demande de reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé.

A l'analyse des bilans et évaluations, l'insuffisance des résultats attendus et en particulier le montant exigé des dépenses en région pourront amener à une proratisation de tout ou partie de la subvention régionale, voire au reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé, en fonction de la réalisation du projet.

► SUIVI - CONTROLE

L'utilisation de l'aide octroyée fera l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

Les bénéficiaires seront tenus de transmettre, dans les meilleurs délais et au plus tard au rendu de la fiche d'évaluation, les DVD/Blue Ray sous jaquette de l'œuvre achevée, les comptes définitifs de l'œuvre et un état récapitulatif détaillé des dépenses effectuées en région Grand Est.

S'agissant des productions d'œuvres de long métrage, les comptes définitifs de l'œuvre seront certifiés par un expert-comptable ou commissaire aux comptes. L'autorisation de versement du solde de la subvention ne sera accordée que pour les dossiers d'évaluation retournés complets.

► RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Régime exempté prolongé SA.111616 relatif au fonds de soutien à l'écriture, au développement et à la production cinématographique, audiovisuel, nouveaux médias et animation pour la Région Grand Est, le règlement relatif au règlement de *minimis*, ou tout autre régime applicable le cas échéant.

► DISPOSITIONS GENERALES

- L'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet,
- L'octroi d'une aide régionale (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis,
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, le Conseil Régional conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet,
- Il est rappelé que l'attribution d'une subvention ne saurait constituer un droit pour les personnes quand bien même elles rempliraient les conditions légales pour l'obtenir, le Conseil Régional conservant un pouvoir d'appréciation.
- L'aide régionale ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution, sous réserve du respect par ce dernier des conditions mises à son octroi.